

BÂTIMENT
FRANCE**Terrawater propose vingt mesures pour accélérer vers l'électrification**

L'institut Terrawater, fondé en 2022 par l'association Les Voix du nucléaire, a publié mercredi 15 juillet un rapport formulant vingt propositions pour accélérer l'électrification dans les bâtiments et ce, sans augmentation des financements de la part de l'État. Le groupe de réflexion juge le secteur « *maillon faible de la transition énergétique française* » : la chaleur produite dans les logements et les locaux tertiaires n'est électrifiée qu'à 28 % et le remplacement de chaudières thermiques, limité à 140 000 unités par an, reste six fois trop lent, selon Terrawater. La Stratégie nationale bas-carbone (SNBC 3), dont la publication officielle a été annoncée le même jour, fixe « *un cap ambitieux et cohérent* », selon le rapport, mais ses objectifs 2030 sont « *strictement inatteignables* » en l'état : une baisse de 35 % des émissions du secteur suppose de retirer près de 740 000 chaudières chaque année. Faute d'accélération, prévient l'institut, le bâtiment pourrait devenir dès 2035 le premier secteur émetteur de gaz à effet de serre en France, devant les transports.

Les mesures se répartissent en quatre axes : mobiliser les gisements d'électrification rapide, fonder l'évaluation de la rénovation sur son coût d'abattement, améliorer la qualité et la transparence de l'offre des pompes à chaleur (PàC), créer un « *choc d'offre* » sur les PàC et responsabiliser propriétaires et collectivités. Parmi les nombreuses mesures concrètes de Terrawater : l'hybridation de 300 000 chaufferies collectives par un appoint électrique, la fin du remplacement « *pièce-à-pièce* » des chaudières fossiles, ou encore l'application aux PàC du modèle de CEE déjà utilisé pour les véhicules électriques. L'institut propose aussi de remplacer les aides à l'achat par une formule de location longue durée, assortie d'une garantie sur le prix de l'électricité. Côté normes, il plaide pour une révision des températures de dimensionnement, jugées obsolètes, et pour un « *rendu standardisé de faisabilité* » permettant aux propriétaires de comparer les offres des installateurs.

L'organisation place la PàC au cœur de la décarbonation, la jugeant plus efficace qu'« *un recours systématique à la rénovation énergétique de l'enveloppe* », qui n'en reste pas moins essentielle pour limiter les émissions. L'organisation rappelle par ailleurs que la baisse des émissions constatée depuis 2010 tient surtout à l'abandon du fioul et à la sobriété « *subie* » née de la crise de 2022, quand le signal-prix a eu « *un impact aussi important que l'ensemble des politiques de soutien à la rénovation énergétique durant la décennie passée* ». Terrawater met enfin en garde sur le raccordement aux réseaux de chaleur, dont l'objectif de 2,3 millions de logements lui paraît « *largement surévalué* », 1,9 million constituant un plafond plus réaliste. Ces réseaux ne demeurent pertinents, souligne-t-il, qu'à condition de s'appuyer sur une énergie décarbonée, leur facteur d'émission moyen restant supérieur à celui d'une PàC. « *Il est désormais indispensable d'arbitrer, et non de dépenser davantage* », conclut le rapport.